Un livre de Joseph Stiglitz – Les routes de la liberté : économie et bonne société

Partage international n° 440 – Avril 2025

par Phyllis Creme

« La société doit déterminer si améliorer la capacité d'une personne dans le besoin à réaliser son potentiel et à accroître sa liberté est plus ou moins important que restreindre la liberté dont dispose une personne riche d'acheter une nouvelle Rolex, un yacht plus grand, ou un manoir plus vaste. » – *Joseph Stiglitz*

Essentiellement, je qualifierais *Les routes de la liberté* de manifeste socialiste, mais Joseph Stiglitz, universitaire et économiste américain de renom, qualifie ses idées de « capitalisme progressiste » ou de « démocratie sociale revitalisée » – il ne prône pas, par exemple, une économie entièrement nationalisée. Son analyse se concentre sur les Etats-Unis, où l'approche individualiste du capitalisme est profondément ancrée. Il démontre en quoi la liberté politique et la liberté économique sont indissociables.

La thèse centrale de J. Stiglitz est que la « liberté » – politique et économique – est impossible, non seulement pour ceux qui luttent pour joindre les deux bouts, mais aussi pour ceux qui dépensent toute leur énergie à gagner de l'argent, car ils sont également prisonniers du matérialisme. Il réfute catégoriquement la vision de la droite, ou du néolibéralisme, selon laquelle « plus le gouvernement dépense, plus l'individu perd sa liberté ». Il attribue l'échec du néolibéralisme – qui a conduit au krach économique de 2008 – au fait qu'il a fait croire à la nécessité de déréguler les marchés internationaux, ce qui a accentué les inégalités sociales et économiques et préparé le terrain au populisme, ainsi qu'à des dirigeants « forts » comme Donald Trump. (Le livre fait référence au premier mandat de D. Trump en tant que président des Etats-Unis, mais il a été écrit avant sa réélection pour un second mandat.)

Selon l'économiste, l'exemple extrême d'une société inégalitaire est celui d'une société fondée sur l'esclavage, au sein de laquelle seuls les propriétaires d'esclaves jouissaient d'une certaine forme de liberté (même si nous pouvons aujourd'hui nous interroger sur la réalité de cette liberté).

Le capitalisme progressiste accepte qu'une société exerçant « une forme modérée de coercition » – l'imposition de taxes et de réglementations pour le bien public – favorise le bien-être et la liberté du plus grand nombre de personnes. Après tout, la liberté d'action est impossible pour ceux qui vivent sur le fil du rasoir, car ils doivent chaque jour se concentrer sur la satisfaction – parfois impossible – de leurs besoins matériels élémentaires. À ce propos, J. Stiglitz cite Adam Smith : « *Lorsque la réglementation est en faveur de l'ouvrier, elle est toujours juste et équitable ; mais il en est parfois autrement lorsqu'elle est en faveur des maîtres.* »

J. Stiglitz déplore la détérioration de la démocratie aux États-Unis ces dernières années : «*La suppression d'électeurs, le découpage électoral extrêmement partisan, et une multitude d'autres actions antidémocratiques des extrémistes républicains ont mis la démocratie américaine en danger… Les contradictions entre les idéaux élevés et les réalités crues sont trop grandes.* »

L'économiste est particulièrement préoccupé par la crise climatique et le besoin crucial – mais insatisfait – de coopération internationale, en raison du refus général de s'intéresser au bien commun.

En fin de compte, il affirme que le bien-être devrait être au cœur du programme de la société, alors que ce dernier se concentre exclusivement sur la croissance économique. C'est une leçon que pourrait retenir le nouveau gouvernement travailliste du Royaume-Uni, dont le principal mantra slogan électoral était *« croissance, croissance, croissance »*.

La liberté individuelle

Toutefois, il existe une autre approche de la liberté, familière aux lecteurs de *Partage international* : celle de Krishnamurti. Une fois recueilli et élevé en Occident par Charles Leadbeater et Annie Besant, qui l'avaient découvert en Inde alors qu'il était un enfant en haillons, Krishnamurti n'avait clairement pas à se soucier de liberté économique ou politique : il était toujours pris en charge sur le plan matériel et accordait un soin méticuleux à son apparence et à sa tenue.

En réalité, il parlait de liberté psychologique, d'une liberté absolue de la conscience qui n'a pas besoin de la pensée ou des croyances, et en est libérée. Selon lui, la voie vers une société libre passe par un changement individuel, intérieur et instantané, dans une prise de conscience totale et dépourvue de pensée. Bien que Krishnamurti lui-même n'ait pas utilisé le mot « spirituel », c'était bien une transformation spirituelle qu'il prônait – une prise de conscience qui ne peut être enseignée et qui ne dépend pas de la société. Il était convaincu que seule la transformation individuelle pouvait changer la société.

Est-il possible d'imaginer une telle transformation dans une société dépourvue de liberté politique et économique ? Peut-être avons-nous tous une responsabilité dans ce changement, à la fois individuel et sociétal. La liberté commence en chacun de nous, individuellement. Mais nous faisons également partie du monde et de la société qui nous entoure : c'est aussi à ce niveau que nous devons agir.

Auteur : Phyllis Creme, titulaire d'un doctorat, ancienne enseignante universitaire et correspondante de Partage international, résidant à Londres. Elle était l'épouse de Benjamin Creme.
Sources : J. Stiglitz, Les routes de la liberté, éd. Les liens qui libèrent, 2025
Thématiques : Économie
Rubrique : Compte rendu